

# L'Humanité Rouge



Quotidien  
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 La Source

**Mardi 14 mars à 20 h 30**  
**Salle B à la Mutualité**  
**meeting**  
**unitaire des**  
**marxistes-léninistes**  
**A l'appel du PCRML et du PCMLF**

- Le 19 mars, refusez vos voix aux politiciens des partis de droite de de gauche !
- Après les élections, ce sera toujours le capitalisme !
- Rassemblons nos forces pour les luttes de l'après-mars.
- Préparons la révolution socialiste.

NI BOURGEOISIE DE DROITE NI BOURGEOISIE DE GAUCHE

**Pour les luttes de demain**  
**Pour avancer vers le socialisme**  
**Construisons une large force révolutionnaire**

# VOTEZ UOPDP

La première étape de la farce électorale organisée tous les 5 ans par la bourgeoisie s'achève dans une débauche de démagogie. Elle laisse à tous les travailleurs un goût amer de lassitude, d'écœurement, voire un vrai sentiment de colère.

Voilà maintenant des mois que les politiciens de droite comme de gauche nous assomment de discours, nous bercent de promesses, nous menacent de chaos si on ne vote pas pour eux.

Voilà des mois qu'ils nous racontent qu'il faut tout attendre des élections, que « le bon choix », c'est Giscard, que « pas une voix ne doit manquer à Marchais », que « la victoire vient en votant Mitterrand Bref que notre sort dépend d'eux, qu'il se décide dans les urnes ce jour-là.

Mais plus les discours des politiciens se font insistants, plus grandit la révolte contre eux, la volonté de leur interdire de parler au nom de ceux qu'ils exploitent et oppriment, en notre nom à nous les ouvriers, les petits paysans, les chômeurs, les jeunes sans avenir, les femmes méprisées, les travailleurs immigrés. Plus grandit la volonté de prendre nous mêmes la parole



et nos affaires en mains.

Le 12 mars, nous voterons contre la droite dont nous subissons quotidiennement les méfaits de la politique anti-ouvrière et anti-populaire : 1 600 000 chômeurs, la hausse des prix qui se profile sitôt passées les élections, les accidents du travail, le racisme et les peuples d'outre mer toujours maintenus dans les fers du colonialisme. Nous disons non à Giscard, non à Chirac, non à Barre et Ceyrac. Nous di-

sons assez de votre misère et de votre exploitation. Nous sommes décidés à poursuivre nos luttes pour

les supprimer.

Le 12 mars, nous voterons contre la fausse gauche, ses mensonges et ses illu-

sions. PCF et PS nous les avons déjà vu à l'œuvre au gouvernement. Nous savons qu'ils ambitionnent le pou-

voir pour eux-mêmes, pas pour nous et qu'ils rêvent de gérer le capitalisme selon leur propre projet, pour leur propre profit. Notre sort à nous n'en sera pas changé, ce sera toujours l'exploitation, le chômage, et l'austérité.

Le 12 mars, pourtant nous n'exprimerons pas seulement un refus mais un espoir et une certitude. Nous voterons pour l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne parce qu'elle incarne une autre voie, la vraie, la seule, celle qui rejette les illusions électoralistes, celle qui ne fait confiance qu'à nos luttes, celle qui rassemble tous ceux qui en ont assez de cette société pourrie, celle de la révolution. Parce que ses candidats sont les nôtres, issus de la classe ouvrière et du peuple forgés dans ses luttes, représentant ses intérêts.

(suite page 7)

**Poursuivi en justice par Fiszbin**

## André Druésne, candidat de l'UOPDP accuse les dirigeants du PCF

Fiszbin n'aime pas que la vérité soit révélée aux travailleurs. Il n'a pas du tout apprécié que A. Druésne, candidat de l'UOPDP, rappelle aux électeurs le rôle joué par M. Fiszbin dans le commando de révisionnistes qui, le 5 mai 1967, agressa un meeting de soutien à la lutte du peuple vietnamien.

Fiszbin, fort inquiet d'y perdre des voix, intentait vendredi un procès en diffamation.

Mais les faits sont les faits et les dénégations embarrassées du PCF ne parviennent pas à dissimuler leurs

mensonges. L'audience du tribunal n'a fait que mettre mieux en lumière les pratiques des dirigeants du PCF qui recourent à la violence réactionnaire contre les révolutionnaires.

Quel que soit le jugement rendu finalement par la justice bourgeoise, ce procès a montré la faiblesse fondamentale des révisionnistes. Faiblesse que devait confirmer les discussions qui eurent lieu le soir même à l'entrée du meeting de Fiszbin : les travailleurs, les militants de base du PCF condamnent avec indignation le social-fascisme. (Voir article dans les pages 110-111)

Amis lecteurs, l'UOPDP présente des candidats dans 114 circonscriptions. Votez pour eux.

Là où l'UOPDP ne présente pas de candidats, mais où elle appelle à soutenir des candidats indépendants des partis bourgeois, votez pour eux. Sinon, mettez dans l'urne un bulletin sur lequel vous pourrez inscrire « ni droite, ni gauche, je vote UOPDP ».

Interview d'un responsable palestinien

# « Faire converger nos armes sur l'ennemi sioniste »

Il y a un peu plus d'un an, le Liban était déchiré par une guerre civile particulièrement sanglante derrière laquelle se profilait l'ombre menaçante des deux superpuissances.

La Résistance palestinienne impliquée dans ce conflit traversait de nouvelles et dures épreuves, en butte à la fois aux bombardements sionistes, au terrorisme des phalangistes et aussi aux retombées de l'intervention de la Syrie dont l'armée investissait le Liban pour imposer un cessez-le-feu.

Une camarade se trouvait récemment au Liban. Elle nous a fait parvenir une interview avec un responsable palestinien dont nous reproduisons ci-dessous de larges extraits.

Q : Quels sont pour la Résistance palestinienne, les résultats et les leçons que l'on peut tirer de la guerre du Liban ?

— Les résultats : tout d'abord, en ce qui concerne le Liban, on peut dire après cette guerre qu'il est plus arabisé, aussi bien sur le plan politique que sur le plan objectif : par exemple, l'intervention syrienne a abouti à créer un lien entre le Liban et les Arabes sur le plan politique.

Le Liban avait toujours été concerné par le conflit dans la région, mais après la guerre, il prend une part active.

Le sud-est du Liban est occupé, les sionistes essaient de faire des expériences par le biais de la « bonne frontière » ; ceci révèle claire-

ment que les sionistes ne veulent pas, comme ils le déclament, d'une « paix officielle », mais bien plutôt, et c'est un fait objectif, la domination de la région ; la paix ne les intéresse pas.

Cette guerre était bien un complot destiné à créer une situation autour de « l'État d'Israël », qui donnerait à cet État raciste une chance de vivre.

Comment s'est réalisé ce complot ? En essayant de diviser le peuple en conflits confessionnels et interarabes et en essayant de construire des ponts avec des agents à l'intérieur.

Le Liban ne sera jamais plus comme avant, d'abord, parce que dans l'histoire rien ne revient jamais en arrière, mais surtout, parce

qu'il n'y aura pas de solution sans une solution générale dans la région.

Une division réelle, géographique des masses existe, et ceci demandera une génération pour être surmonté.

Avant, le Liban n'existait pas comme une entité politique, ce n'était pas ressenti par les masses. Par exemple, des musulmans disaient qu'ils n'étaient pas Libanais, maintenant, ils se sentent Libanais ; les maronites disaient par contre qu'ils étaient les seuls Libanais, maintenant, ils commencent à dire qu'ils ne sont qu'une partie du Liban.

Ceci est donc un bon pas en avant.

La guerre s'est terminée et on a un État centralisé, mais par le haut ; c'est comme une tête sans pieds.

Sur le plan social, rien n'a changé, et rien ne changera de si tôt.

Pour nous, Palestiniens, la guerre n'est pas finie, puisque nous menons une guerre continue ; notre terrain est passé au Sud-Liban.

Q : Quelle est aujourd'hui la situation de la Résistance palestinienne ?

— Elle s'est renforcée aussi bien sur le plan militaire que sur le plan politique. Sur le plan militaire, nous avons subi des tests, des



Déterminées à retrouver leur patrie.

épreuves : dans une bataille de 12 jours contre un régime israélien au complet, ils ne sont pas arrivés à avancer d'un pas ; il s'agit de la bataille de Khayyan en septembre dernier ; cette bataille a été pour nous l'occasion de tester nos forces, et le résultat est très positif.

Sur le plan politique, nous sommes sortis renforcés, nos relations avec le régime syrien s'améliorent, nos relations avec le mouvement national libanais et les personnalités politiques libanaises également.

En résumé, la situation de la Résistance palestinienne est aujourd'hui beaucoup moins tendue : au Sud-Liban, il y a une situation de « ni guerre ni paix » ; il n'y aura pas de solution au Sud sans solution du conflit dans toute la région. Le « point faible » aujourd'hui, il est pour le régime syrien et non pour nous.

Q : Et les leçons de la guerre ?

— Elles sont nombreuses, la première n'est pas nouvelle : c'est de ne pas être pessimistes, de savoir faire face de façon calme à toutes les circonstances, aussi dures soient-elles.

Nous n'avons pas été as-

sez prudents : même nos cadres, et nous en avons perdu un nombre beaucoup trop élevé, que nous n'aurions dû savoir cela et faire plus attention ; cela ne veut pas dire que nous aurions dû ménager nos efforts, mais nous devons dans l'avenir être plus vigilants, parce que ce n'est pas seulement de nos vies qu'il s'agit, mais de celles des masses.

Les sionistes sont en recul historiquement. C'est une situation désormais irréversible, ils ont essayé de transférer la guerre dans les rangs arabes. Nous devons savoir que partout, et toutes les fois où nous remporterons des victoires, ils essaieront d'implanter des guerres intestines de plus en plus violentes. Ceci doit être évité à tout prix, même en faisant des concessions, et il est probable que nous aurions dû en faire plus au Liban.

Les Syriens ont payé cher un certain nombre de fautes stratégiques : c'était une faute très grave que d'attaquer la Résistance palestinienne et de laisser massacrer Tall El-Zaatar. Personnellement, j'ai appris aussi :

— Que les facteurs locaux et internes sont principaux ; que les deux superpuissances et l'impérialisme, lorsqu'ils s'opposent, engendrent

des guerres comme celle du Liban, mais que, lorsque nous nous battons, nous pouvons changer l'équilibre qu'elles essayent d'imposer et les chasser.

Beaucoup de projets impérialistes ont dû être changés par notre combat, des projets américains, des projets soviétiques, et des projets arabes. Le futur nous le dira, mais ceci nous devons en être profondément conscients.

Quand nous détournons nos armes de l'ennemi sioniste, nous le payons très cher. Nous avons perdu beaucoup de vies pendant cette guerre, mais nous-mêmes, nous avons insisté dès le début, avant la chute des montagnes (bataille avec l'armée syrienne), pour que toutes les troupes soient dirigées vers le Sud, même avant que nous ayons perdu quoi que ce soit. Nous n'avons pas réussi à imposer ce point de vue, mais nous sommes très heureux d'avoir réussi à transporter seulement six heures après le cessez-le-feu, avec les Syriens, toutes nos troupes vers le Sud ; c'est la justesse de l'analyse politique qui a permis de réussir.

En conclusion, quelle est la situation dans la région : les Américains sont plus faibles, les Soviétiques montent, mais le tiers monde se renforce et le mouvement s'accélère.

## • Belgrade

# Le glas de la détente

La Conférence de Belgrade sur la sécurité européenne a terminé ses travaux jeudi à 18 h 15, après 25 semaines d'après débats.

Les trente-cinq représentants des pays participant à ce sommet, dont Brejnev avait fait une affaire personnelle, ont fini, à l'usure, par adopter un bref document de quatre pages qui

ne mentionne ni les droits de l'homme, ni le contrôle des armements et se borne à constater que « le consensus n'a pu être obtenu sur diverses propositions présentées à la réunion ».

Le climat de cette ultime rencontre est donné par l'envoyé de l'AFP écrivant : « La Conférence de Belgra-

de a vécu, jeudi soir, ses dernières heures dans une atmosphère de veillée mortuaire. En fait, la plupart des discours de clôture, prononcés par les chefs de délégation, sonnaient aux oreilles des auditeurs comme autant d'oraisons funèbres, à peine tempérées par quelques mots d'espoir dans un avenir pour le moins incertain ».

Le délégué roumain n'a pas hésité à parler de « pas en arrière » alors que « les peuples attendaient un pas vers la paix et la sécurité de tous » et de « véritable signal d'alarme ».

Les pays de l'Est, soumis à Moscou, se sont contentés de condamner « l'intérêt excessif » porté par certai-

nes délégations à la question des droits de l'homme.

Dans ce contexte, la position défendue par le délégué français, André Bettencourt, apparaît d'autant plus scandaleuse. Dans son discours de clôture, il a affirmé que la conférence avait avancé dans « le but ultime de servir la détente » dont il a fait une véritable apologie. Le mot « détente » est revenu plus de vingt fois dans son discours.

Le délégué soviétique s'est livré sans pudeur à une violente attaque contre les pays occidentaux « qui violent les droits de l'homme les plus élémentaires et gonflent leurs arsenaux militaires ».

Pratiquement toutes les délégations non-alignées et européennes ont pour leur part dressé un tableau accablant des silences et des lacunes de la conférence.

L'opération poudre aux yeux avec laquelle Brejnev espérait camoufler ses préparatifs agressifs se termine donc pour lui par un fiasco retentissant.

## • Rhodésie

# Avions à réaction et troupes aéroportées contre la Zambie

Les troupes racistes de Jan Smith ont lancé une nouvelle agression contre la partie du territoire zambien située à la frontière du Mozambique et de la Rhodésie.

Les forces rhodésiennes ont utilisé pour cela des avions à réaction, des hélicoptères et des troupes aéroportées. Mal leur en a pris puisque six de leurs avions ont été abattus par la DCA zambienne.

Ce nouveau crime des racistes rhodésiens intervient alors que le Conseil de sécurité des Nations Unies a commencé à examiner l'ac-

cord-bidon signé par Smith avec quelques traîtres qui applaudissaient à la répression raciste contre les patriotes zimbabwés.

Ce pseudo-accord a suscité de vigoureuses protestations des pays africains notamment de la Haute-Volta, de la Tanzanie, de la Zambie et du Nigéria. Le président du groupe africain à l'ONU a publiquement déclaré qu'il « vise à provoquer une guerre fratricide menant inévitablement à l'embrasement de l'Afrique toute entière, à la grande joie des marchands de canons ».

SOIRÉE DE SOUTIEN AU PEUPLE TUNISIEN

Organisée par l'Union générale des étudiants de Tunisie (Comité de section provisoire de Paris)

SAMEDI 11 MARS à 20 h

A la Maison du Brésil (Diapos, chants, poésie, exposition de photos)

# union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

U.O.P.D.P. 3 rue Jean Robert Paris 18<sup>e</sup>. Tél : 607.23.75.

## Voter pour l'UOPDP : UN ACTE POLITIQUE

Nous voici à la veille du premier tour des législatives. Pour la première fois depuis bien longtemps, se présente aux travailleurs, à l'occasion de ce vote, une autre alternative que celle, habituelle, qui consiste à «choisir» entre les grands partis bourgeois lesquels assumeront la direction de l'Etat capitaliste.

Une autre alternative que celle que reflètent toutes les promesses de ces partis : changer le capitalisme, l'améliorer par la voie des élections ; en fait le perpétuer et le préserver.

En effet, nous, affirmons, nous que les travailleurs ne peuvent et ne doivent compter que sur leurs luttes ! Le capitalisme, pour en finir avec ses maux, nous devons le renverser, nous devons l'abattre, par la révolution socialiste, pour construire le socialisme !

Mais est-ce à dire que ces élections sont inutiles ? Nous présentons des candidats : c'est bien que nous pensons le contraire !

Non pas que nous pensons avoir quelque député ; nous savons bien que notre score ne le permettra pas. De plus nous ne comptons jamais sur quelques députés pour changer les choses !

Mais faire entendre la voix de ceux qui se défont de tous les partis bourgeois, mener la bataille politique pour construire l'autonomie de la classe ouvrière et des forces vives de notre peuple par rapport à ces partis, c'est notre bataille maintenant, c'est la grande bataille de laquelle dépend vraiment l'avenir des travailleurs et de leurs luttes ! Et la campagne électorale est l'occasion de lui donner une ampleur nouvelle.

Est-ce à dire que le vote lui-même n'aurait pas d'importance. Non plus !

Pour tous les travailleurs, et ils sont de plus en plus nombreux, qui sont conscients qu'aucun changement fondamental ne viendra des urnes, qu'ils ne faut placer aucun espoir dans aucun parti bourgeois, voter pour notre union est au contraire un acte politique pour affirmer cette conscience, un pas pour avancer dans la construction de ce rassemblement des forces vives de notre peuple hors de l'influence des partis bourgeois !

Nous disons que les travailleurs qui ne font confiance ni aux partis bourgeois de droite ni à ceux de gauche : c'est bien vrai : les positions prises par divers mouvements (écologistes, de femmes, etc.) lors de ces élections en témoignent.

Notre Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne, soutenue par les marxistes-léninistes dans l'unité, offre une claire perspective révolutionnaire.

C'est pourquoi, il faut que les travailleurs les plus conscients votent pour nos candidats, comme eux simples travailleurs, partout où nous en présentons !

**Votez pour les candidats de notre Union pour avancer dans l'organisation autonome des forces vives de notre peuple en vue de la révolution socialiste !**

### A nos lecteurs

Le Quotidien du Peuple et l'Humanité Rouge publient simultanément, chaque semaine, ces pages prises en mains, par l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne.

## PREPARONS-NOUS A LA LUTTE



Ces élections législatives, leur enjeu important en est connu depuis trois ans. Depuis des mois les partis de droite et de gauche s'y préparent et ont démarré leur campagne. A la veille du scrutin, on peut en faire le bilan : malgré les milliards dépensés, jamais leur campagne n'avait été aussi terne, aussi morne.

Et c'est là un symptôme assez clair de la profondeur de la crise : jusqu'au dernier moment les partis de droite cherchant à se rejeter l'un sur l'autre la responsabilité de leur faillite et de leur échec électoral prédit par les sondages se sont divisés et entre-déchirés. Jusqu'au dernier moment, Giscard d'Estaing a louvoyé pour laisser la porte ouverte à un arrangement de «centre gauche» avec la social-démocratie, qui lui permettrait de rester à l'Elysée en cas de victoire de la gauche. «Parlera, parlera pas ?», le président hésite encore, paraît-il, à lancer un dernier appel à la télévision.

Le discrédit des partis de droite n'est jamais apparu aussi largement et aussi clairement aux travailleurs.

Ce qui est plus important encore, c'est que les partis de gauche sont bien loin d'avoir pu profiter, comme ils l'escomptaient, de cette situation : leur campagne, à part quelques opérations de prestige, n'a pas suscité le courant d'adhésion populaire qu'ils prétendaient rassembler. Le vide des préaux est significatif : Mitterrand mais aussi Marchais sont perçus de plus en plus comme des

vedettes de télévision, comme des politiciens, d'oppositions, certes, à la recherche de suffrages, bien davantage que comme les représentants de forces capables de répondre véritablement aux revendications et aux aspirations des travailleurs. Le mythe d'une victoire de la gauche, reproduisant les beaux jours de 1936 est complètement mort.

Pas seulement parce que le Programme commun est mort, que l'Union de la gauche est cassée, que, là aussi, jusqu'au dernier moment, les contradictions se sont aggravées entre PS et PCF. Cette cassure n'a fait qu'approfondir les interrogations, les doutes, et les oppositions d'une large frange de travailleurs à l'égard des partis de gauche.

Les partis de gauche peuvent sans doute remporter ces élections. Mais, c'est sûr, il n'y a aucun enthousiasme et le plus souvent assez peu d'illusions sur ce qu'un gouvernement de gauche pourrait changer à la crise de cette société.

Comment en serait-il autrement, alors que le PS, au fur et à mesure que l'échéance du pouvoir approche, se dépouille de ses oripeaux de gauche et se révèle tout nu : un parti social démocrate, héritier direct de la SFIO, et qui se prépare à gérer loyalement le capitalisme, à imposer un programme d'austérité, et à sortir de la naphtaline un vieux routier de la III<sup>e</sup> et de la IV<sup>e</sup> République comme Mendès-France. (Suite page 4)

## Préparons-nous à la lutte

(Suite de la une)

Comment en serait-il autrement alors que, depuis plus de trois ans, les travailleurs ont fait l'expérience du blocage de leurs luttes par les appareils syndicaux, «contrôlés» par le PS et surtout par le PCF ? Comment en serait-il autrement alors que toute la pratique quotidienne du PCF dément son brusque flot de démagogie sur l'autogestion, la démocratie, et les libertés ?

Les luttes offensives, dures, engagées ces dernières semaines, à General Motors, à Rhône Poulenc Colmar, sur les chantiers de Braud-St-Louis et ailleurs, revêtent une signification importante : au bout de trois années de la politique d'austérité et de chômage de la bourgeoisie en place s'est conjugué avec la pression des appareils politiques et syndicaux de la gauche, pour bloquer toute riposte d'ampleur à la crise, ces travailleurs affirment nettement que la proximité immédiate d'un éventuel gouvernement de gauche ne leur offre pas de garantie suffisante, et qu'ils doivent compter, quels que soient les résultats du suffrage, sur leurs propres luttes, pour obtenir satisfaction de leurs revendications les plus urgentes.

Dans cette situation, l'intense campagne menée depuis des semaines par l'UOPDP constitue un acquis important : elle a permis un premier rassemblement de forces qui dans leur lutte contre le capitalisme s'opposent nettement aux projets de la gauche. Elle a permis de préparer l'avenir immédiat, de tisser des liens avec beaucoup de sections syndicales, courants écologistes, de groupes femmes, d'associations de quartier et d'autres organisations de masse, qui aspirent à développer leur autonomie face aux partis bourgeois.

Car il est significatif, qu'y compris au plan électoral, de nombreuses candidatures issues de ces courants, refusent de se désister pour la gauche. Le 4 mars, le mouvement des femmes organisait, sur ses propres mots d'ordre, une manifestation.

Les aspirations révolutionnaire qui se sont manifestées, avec la lutte des Lip et les grandes luttes de 1973, cette aspiration au socialisme, si nette, dans ces combats de classe, n'ont pas été étouffées.

Elles ont pu être contenues, avec le surgissement de la crise, par la politique d'intransigeance et d'austérité de la bourgeoisie, et par la pression très forte des partis de gauche qui entendaient qu'aucun mouvement d'ampleur ne compromette leurs chances électorales.

Mais cette période touche à sa fin. Qu'après mars 78 la droite maintenue cherche à imposer un nouveau plan Barre, ou que la gauche au gouvernement applique un plan Mitterrand ou un plan Marchais, de grands affrontements s'annoncent.

Alors, il faudra faire vite, il faudra que notre Union dont nous avons jeté les bases soit en mesure de constituer en un large front les mouvements des travailleurs, qui surgiront avec d'autant plus de force qu'ils ont été longtemps contenus.

## Mulhouse LA MOBILISATION EST ENGAGÉE

Le meeting organisé par le comité de Mulhouse de l'UOPDP samedi 4 mars a été sans nul doute un succès.

Un succès de participation d'abord : alors que le PC comme le PS organisent réunions et meetings dans des salles presque vides, 70 personnes ont assisté à notre meeting du 4 mars.

Succès par l'intervention et témoignages ensuite. Les témoignages de François, paysan victime et en lutte contre la SAFER et d'un travailleur de la General Motors de Strasbourg ont démontré clairement la né-

cessité d'engager la lutte en comptant sur nos propres forces malgré la répression, les promesses de toutes sortes des partis bourgeois de droite et de gauche. La prise de parole d'un syndicaliste des PTT mit l'accent sur un aspect important : libérer les organisations syndicales de l'emprise des partis bourgeois de la gauche pour en faire des instruments de lutte au service de la classe ouvrière.

Le représentant de Radio Verte Fessenheim fit le bilan de la radio depuis sa création. Un bilan de lutte contre le monopole des ondes, pour une véri-

## Rennes

# UNE FORCE EN DEVELOPPEMENT

Voilà déjà plus d'un mois que le comité de Rennes UOPDP s'est mis en place. 7 équipes regroupant plus d'une dizaine de personnes en moyenne ont été mises sur pied pour intervenir à la fois sur un quartier de la ville et une partie de la campagne autour de Rennes. 3 commissions de propagande : technique, juridique et presse ont permis de traiter les problèmes d'ensemble sur les deux circonscriptions. Un collectif regroupant les candidats et 5 autres membres assure la direction du comité.

Enfin tous les 15 jours, une assemblée générale permet de faire le point.

L'activité des équipes a d'abord été aux nombreux collages et diffusions de tracts. Travail important et plus que nécessaire qui a permis à l'UOPDP de rivaliser sur les murs de la ville avec le PS, par exemple.

### DES RÉUNIONS D'ÉQUIPES

Les réunions d'équipes ont été au départ souvent marquées par l'organisation de ces activités. Puis au fur et à mesure que le travail se développait, mais avec des inégalités inévitables, suivant les équipes, certaines faiblesses rencontrées au début commencent à être rectifiées.

Les réunions d'équipes consacrent maintenant une partie importante de leur temps à la discussion politique sur la base de l'appel du comité d'initiative nationale et surtout du travail déjà engagé. En même

temps qu'est diffusé largement l'Appel, un grand tract, élaboré à Rennes, est diffusé à 30 000 exemplaires. Ils reprennent les bases de l'appel et s'adaptent à la situation locale, une petite plaquette sur le baignoire de Citroën a été éditée.

L'intervention dans les réunions d'Hervé et Boucheron candidat PS dans les réunions du PCF, ou bien la tenue des réunions publiques de l'UOPDP ont permis de se rendre compte de l'existence réelle de ce courant.

«Ni droite, ni gauche». L'accueil est en général favorable quand les propositions de l'UOPDP s'appuient sur ce sujet de la politique bourgeoise que l'on rencontre chez les travailleurs, sur les sentiments très largement répandus que la droite on n'en veut plus mais que la gauche ne changera rien fondamentalement pour les travailleurs. Cela a permis aux équipes de réfléchir sur leur propre pratique.

### DES CONTACTS AVEC DES ORGANISATIONS DE MASSES

Des contacts commencent aussi à être pris avec diverses organisations de masse : groupes femmes, comités de quartier, groupes écologistes (les Amis de la Terre qui à Rennes ont refusé de soutenir le Front autogestionnaire). Un objectif important de cette campagne électorale a été la préparation et la tenue du meeting régional. Un millier de personnes rassemblées salle de Lices,

à Rennes (trois formations seulement ont fait des meetings d'ampleur comparable : le PC avec Fiterman, le PS avec Rocard et l'UDB (Union démocratique bretonne). Un meeting populaire, vivant, concret, s'articulant aux luttes et à la situation locale. Une large majorité de l'assistance était composée de travailleurs inorganisés, intéressés par nos propositions sur la base de la propagande et du travail des équipes. Une frange de militants, de sympathisants du PS et du PCF étaient là qui voteront UOPDP au 1<sup>er</sup> tour (même si au second tour, leur choix se porte encore sur la gauche). Le soutien financier important recueilli au cours de ce rassemblement est d'ailleurs un signe de plus de l'intérêt porté par les travailleurs aux perspectives développées par l'UOPDP.

À la suite de ce meeting se pose d'ailleurs de manière concrète le renforcement du comité. Déjà sur l'ensemble des équipes plusieurs succès ont été remportés. Ainsi une équipe de quartier qui au départ regroupait quelques travailleurs jusque-là inorganisés a vu son effectif presque doublé.

Cet exemple positif, le succès du meeting régional montrent que les conditions existent pour un renforcement significatif. Il nous faut maintenant le traduire dans la réalité de toutes les équipes. Le comité regroupe à cette date dans son ensemble environ 85 personnes.

### DES POINTS POUR L'AVENIR

Un problème est aussi apparu au cours de cette campagne. Comment réussir à faire connaître notre position, comment mener une campagne qui permette en elle-même de tracer la démarcation entre les partis bourgeois. Plusieurs exemples positifs peuvent être signalés.

Tout d'abord un certain nombre de débats contradictoires. Dans l'un d'entre eux en particulier l'UOPDP a pu montrer qu'elle était la seule à dénoncer de manière efficace des partis de droite mais aussi les partis de gauche. Elle a pu montrer qu'elle est la seule à faire des propositions répondant aux aspirations des travailleurs et susceptible de les rassembler.

En témoignent les explications embarrassées des autres candidats d'extrême gauche) réduit à un : «Je suis d'accord avec ce que vient de dire le candidat de l'UOPDP».

En témoignent encore les nazillons présents au soutien du RPR qui au départ voulaient casser de l'UOPDP et à la fin se faisaient du souci pour leur santé.

Assurément, au cours de cette soirée, l'UOPDP a marqué des points pour l'avenir.

### DISCUSSIONS AVEC LES TRAVAILLEURS

D'autre part l'organisation des réunions publiques est assez vite apparue insuffisante. Aussi depuis quelques temps les candidats interviennent le plus possible sur les chantiers, les marchés, les cafés populaires où les discussions se mènent souvent plus directement, où il est possible de toucher les travailleurs là où ils sont. Le dégoût et le rejet de la campagne électorale des candidats bourgeois a en effet tendance à limiter l'importance des réunions publiques qui lorsqu'elles regroupent plus de 10 personnes sont un succès (les candidats bourgeois disent alors qu'ils font des réunions restreintes).

À ce stade du développement du comité local de l'UOPDP se pose le problème d'une intervention plus directe de l'UOPDP dans les luttes. C'est ce qui commence à se faire dans une équipe de quartier.

Dans ce quartier, les saisies et les expulsions gelées quelques temps par la mairie de gauche recommencent à saisir. On entend ainsi le président (de gauche) dire aux habitants du quartier venus lui demander des comptes sur une saisie et exiger l'arrêt des saisies et des expulsions : «Je veux bien faire le pas de voter à ce conseil d'administration contre le principe des saisies et des expulsions mais à vous de prendre vos responsabilités le 12 mars prochain».

C'est en s'articulant aux luttes que mènent les travailleurs, en les soutenant, en les développant, en traçant concrètement, y compris sur le terrain des revendications immédiates, la démarcation d'avec la droite et la gauche que l'UOPDP pourra se renforcer, pourra rassembler largement de nombreux travailleurs, pourra, dans les faits, développer l'autonomie du mouvement des travailleurs par rapport aux partis de droite et de gauche.

Villeurbanne

# L'ESSOR D'UNE ACTIVITÉ SUR LE QUARTIER

Dès la parution de l'appel du comité d'initiative national, un comité local a été mis sur pied sur le quartier. Il compte maintenant une cinquantaine de membres. Face aux Henu, Bourdet, etc. l'UOPDP présente Camille Rey, ouvrière à la CGEE, militante syndicale, mère de deux enfants, et Philippe d'Hennezel, employé au chômage (licencié de France-Loisirs). Le comité regroupe des ouvriers syndicalistes à la CGT ou à la CFDT, des femmes, des jeunes très actifs, des immigrés, des employés des PTT, de l'hôpital, des grands magasins, des étudiants, des enseignants. Il compte quatre commissions : emploi, femmes, propagande, financière.

La Commission femme a élaboré un premier questionnaire pour faire du porte-à-porte et en particulier préciser les revendications nécessaires pour améliorer la condition des femmes du peuple à Villeurbanne. C'est sur cette base que pourra s'engager leur large regroupement pour l'après 78.

La commission Emploi a elle aussi commencé une enquête, elle risque d'avoir beaucoup de tâches si la désindustrialisation de Villeurbanne continue.

La commission Propagande est la plus importante dans la période, car son travail se situe sur le terrain, collages d'affiches, diffusions de tracts, interventions sur les marchés, sur les quartiers populaires, aux portes des usines, dans les meetings publics.

Enfin une commission financière qui a la charge importante de trouver des idées pour recueillir les fonds nécessaires à la campagne.

Face aux grands partis qui ne manquent pas de moyens, nous ne pouvons compter que sur le soutien des travailleurs. C'est par les collectes qui ont été organisées que nous avons rassemblé dès maintenant 500 000 F pour la candidature et la campagne. Voilà donc comment le comité UOPDP à Villeurbanne est organisé. Il se réunit régulièrement en assemblées générales au cours des-



quelles les questions importantes sont discutées. Par exemple, notre position au second tour a été l'objet de discussions animées sur les dangers de l'après mars 78. Discussion aboutissant à la conclusion suivante : pas de désistement au second tour, ni pour la droite, ni pour la

gauche. Aujourd'hui, nous continuons à avoir des discussions avec les travailleurs, notamment sur les marchés de Grand-Clément. Les discussions ont fait apparaître la grande confusion qui règne chez les militants de base des partis de gauche.

Saint Denis

## La politique du PCF mise en accusation

● Une trentaine de personnes se rassemblait mardi soir, aux Francs-Moisins, à l'appel du comité UOPDP de Saint-Denis. Une réunion très instructive, parce que riche de témoignages vivants. Yves Chevet, candidat à Saint-Denis, exposait d'abord les positions de l'UOPDP : concentrer toutes les aspirations populaires pour en faire une force indépendante des partis bourgeois de droite comme de gauche.

Quand il commence à relater la grève des jardiniers à la mairie PCF de St Denis, quelqu'un l'interrompt : « Je suis moi-même jardinier à la mairie ». Devant un auditoire très attentif, il explique alors toute l'histoire. Voici deux semaines, les employés communaux apprennent que 2 jardiniers, stagiaires, sont licenciés après un mauvais rapport de stage fait par leurs supérieurs. L'adjoint au maire, Audot, qu'ils sont venus trouver leur réponse : « Pas question de revenir sur la décision prise. Il ne faut pas dévaloriser le personnel communal ». Une riposte à cette réponse de patron : la grève. Avec l'article paru dans *Libération*, la mairie crie au scandale politique : il ne fait pas bon dévoiler la grogne des employés communaux dans les municipalités du PCF, « C'est une machination contre nous », prétend ce dernier. « Toute cette affaire n'avait pas à apparaître dans la presse ». Mais

si machination il y a bien eu, c'est contre les travailleurs ! En effet, les militants du PCF, délégués sur les lieux s'empressent de dénoncer la grève jugée « fratricide ». Sachant que sur 1 800 employés communaux, le PC revendique 400 adhérents.

On réalise l'ampleur de la pression qu'ils ont pu faire subir sur les ouvriers municipaux pour les décourager. Berthelot, le maire y est allé de son petit couplet sur les jardiniers, traités de « résidus », « cas sociaux » et autres... Le parti de Marchais, dans cette affaire, a dévoilé son vrai visage. La mairie a une hiérarchie capitaliste. Elle appuie systématiquement ses cadres en cas de litiges. Avec les ouvriers municipaux le jardinier disait en conclusion : « Si jamais le PC arrive au pouvoir, il ne sera plus possible de contester, on l'a bien vu avec cette grève ».

Les participants se retrouvaient d'accord pour que le comité UOPDP ap-

porte tout son soutien aux jardiniers municipaux licenciés. Là-dessus, l'employé communal interpellait un militant du PCF présent à la réunion sur le non-paiement des jours de grève.

Bien embarrassé, celui-ci ne trouvait à répondre que ce qu'il avait probablement entendu de la bouche du responsable du PCF : « Vous ne voudriez quand même pas qu'on paye des gens qui font la grève contre nous » !

### LE PCF COMME LA SONACOTRA

La réunion s'orientait alors sur la question des travailleurs immigrés. L'un d'eux, résident du foyer de l'Yser, affirme : « Cette gauche qui se dit pour le soutien aux travailleurs immigrés est pourtant d'accord pour le maintien de ces baraques. Le PCF n'agit pas autrement que la Sonacotra ».

La discussion tourne vite autour du quota maximum de la population immigrée que veut imposer le PCF à St Denis. Un membre du PC déclare : « Alors vous voulez concentrer tous les travailleurs immigrés dans un seul lieu, comme on a fait pour les juifs au Moyen-Âge, comme on fait au-

jourd'hui pour les handicapés ? ».

Un participant, handicapé lui-même répond : « Je peux te dire comment la bourgeoisie, y compris de gauche, traite les handicapés au prix de rabaisements psychologiques constants. Quand tu n'acceptes pas, on te dit va voir le psychiatre. Ça le PCF ne le remet pas en cause. Vous n'avez pas été capables de vous opposer à la loi d'orientation qui organise l'exploitation des handicapés ».

Les accusations s'accumulent contre la mairie... donnant un avant-goût du projet de capitalisme d'Etat que veulent instaurer Marchais et ses amis. Un ouvrier de Caze-neuve est également intervenu faisant part de son expérience de l'attitude du PCF dans le syndicat lors de la lutte contre la fermeture.

Riche de tous ces témoignages, la réunion examinait ensuite les axes de travail proposés par les commissions « logement » et « travailleurs immigrés ». Plusieurs contacts ont été pris. Les participants se donnaient rendez-vous samedi, à 14 h, cité floréal, pour pouvoir se rendre ensuite à la journée portes ouvertes du foyer de l'Yser, le même jour.

Usine FAR Paris - Rhône

## 1<sup>er</sup> regroupement de travailleurs pour la construction du Front

A partir de la publication de l'appel du Comité d'initiative national de l'UOPDP nous avons engagé la discussion avec les travailleurs. Sur cette base s'est tenue une 1<sup>ère</sup> réunion avec une dizaine d'ouvriers et d'ouvrières, militants actifs de la CGT et de la CFDT. L'unification s'est réalisée sur le contenu politique de l'appel et sur la nécessité de mettre en place une structure, un lieu de débat sur l'entreprise même.

Au cours de la 2<sup>e</sup> réunion, un riche débat a eu lieu sur la politique du PCF, à partir de la pratique répressive de ce parti pendant la grande grève de 75 sur l'usine, de l'expérience du camarade ex-membre de ce parti et du problème de la délégation de pouvoir.

A la dernière réunion que nous avons tenu, un tract sur la base de l'appel du Comité d'initiative national et des revendications propres à l'usine, a été rédigé pour appeler à une réunion à la sortie de l'usine. Nous avons également décidé de quatre grands thèmes de débat à partir des questions qui se posent le plus dans l'usine. La situation politique de l'après 78 et le rôle des Syndicats, la question des femmes, le problème du socialisme.

C'est un premier travail positif qui ouvre pour l'après 78 de larges perspectives et la mise en place d'une structure pour débattre de la situation politique et se battre pour nos revendications.

### Vitrolles (Bouches du Rhône) PREMIERE REUNION PUBLIQUE

La première réunion publique du Comité de Vitrolles a eu lieu le mardi 28 février en présence de près de 30 personnes.

Après quelques courtes interventions présentant l'UOPDP, la situation de Vitrolles et les raisons de notre participation aux élections. Les deux candidats Richard Aguado et Jean-François Duverdiere ont animé le

débat et répondu à de nombreuses questions essentiellement sur notre position au 2<sup>e</sup> tour, notre attitude vis-à-vis de l'Union de la gauche et la situation internationale. La discussion animée et passionnante s'est poursuivie assez tard dans la soirée et tous les participants se sont retirés très satisfaits. C'est donc un premier succès.

### Lettre aux militants du PSU

Chers camarades,

J'ai lu avec intérêt l'appel aux militants du PSU paru dans la page de l'UOPDP du samedi 4 mars.

Ayant été moi-même secrétaire de la fédération du Rhône du PSU de 1967 à 1970 et membre de la Direction Politique Nationale de 1969 à 1972, je m'associe pleinement à l'appel lancé par les camarades Guy Praxelle, Pierre Bauby, Bernard Frevaque, Pierre Boedart, etc...

Je m'adresse plus particulièrement aux générations de militants avec qui j'ai lutté à Lyon depuis plus de 20 ans : en 1956 contre le molletisme et la répression, le colonialisme ; plus tard en faveur de l'indépendance de l'Algérie et contre les menaces et les attentats de l'OAS ; en 1967, nous subissions la violente répression policière dans la rue car nous étions alors les seuls à manifester en plein centre, notre solidarité avec le peuple vietnamien ; les camarades se souviennent comment le 16 novembre alors que nous conduisions rue de la République des centaines de manifestants, nous avons été chargés et blessés, puis abandonnés sans soins plusieurs heures au commissariat. Mais c'était bientôt mai 68 et nous en avons des souvenirs communs, la trahison encore plus claire du PCF, la violence de la lutte de classe jusque et y compris à l'intérieur du PSU, la répression partagée en juin 1968.

Ensemble encore nous avons établi nos premiers contacts avec les marxistes leninistes victimes de la répression : nous les retrouvons dans les Comités d'Action Populaire de la Croix Rousse, la Duchère et autres quartiers lyonnais.

Que tous les vieux camarades qui à un moment ou un autre se sont retrouvés au PSU réfléchissent au chemin parcouru. Nous avons lutté ensemble contre les menaces fascisantes toujours renaissantes, contre l'impérialisme et ses valets socio-démocrates, contre les patrons et les institutions de la bourgeoisie, contre aussi l'électoratisme et le crétinisme parlementaire qui nous ont si souvent écoeurés. L'édification de l'UOPDP doit nous permettre de nous retrouver côte à côte pour une tâche exaltante : mener l'action pour le socialisme en France, préparer le renversement de la bourgeoisie de droite ou de gauche.

Armand PERRET LIAUDET  
ex-secrétaire fédéral du PSU du Rhône

## Meeting de soutien à Joël Perret candidat de l'UOPDP contre Marchais

### La voie de l'offensive

«Un vrai ouvrier  
contre  
un faux communiste»

Le meeting du 8 mars, à Cachan de l'UOPDP a revêtu une importance particulière : dans cette première circonscription du Val-de-Marne, banlieue populaire du Sud de Paris, où le PCF dispose de trois municipalités sur cinq, c'est Georges Marchais qui est le député sortant. «Un vrai ouvrier contre un faux communiste» : la candidature de Joël Perret, ouvrier, membre du Comité d'initiative national, a valeur d'exemple.

Max Cluzot, directeur de *Front Rouge* et J. Jurquet, directeur de *L'Humanité Rouge* étaient venus apporter leur soutien. La salle de la mairie de Cachan était comble. La bataille qui se mène ici s'appuie directement sur l'expérience des luttes : c'est ce qu'ont montré un camarade hospitalier, syndiqué CGT, tirant les leçons de la grève de l'hôpital psychiatrique de Villejuif ; et une camarade postière, également syndiquée CGT, qui a exposé les acquis du mouvement, au centre de tri de Créteil.

J. Jurquet, rappelant son passé de militant du PCF, stigmatisant la carrière de Marchais, a lancé un vibrant appel aux militants de base du PCF.

L'intervention centrale de Joël Perret a été particulièrement appréciée : implacable dans son réquisitoire contre cette société pourrie, ridiculisant avec beaucoup de mordant la faillite des partis de droite, il a ensuite, de façon très claire et vivante, mis à jour la véritable nature du PCF : sa lettre ouverte à Georges Marchais, percutante, où il lui demande un débat public, a été très vivement applaudie.

C'est Max Cluzot qui a conclu le meeting : analysant concrètement la situation politique, soulignant les acquis de l'UOPDP, il a suscité l'enthousiasme de la salle en traçant la perspective de l'après-mars 1978, le développement, à large échelle du front : «L'élan révolutionnaire de notre peuple a pu être contenu trois années durant, mais il n'a pas disparu ; ce que les travailleurs de Lip et les grévistes de 73 avaient commencé à faire naître, cette aspiration si forte au socialisme dans les combats de classe n'est pas étouffée, elle ne demande au contraire qu'à resurgir, avec d'autant plus de force qu'elle a été fortement contenue».

## Procès contre André Druésne

### C'est Fiszbin l'accusé

La XVII<sup>e</sup> Chambre correctionnelle était saisie jeudi de la plainte en diffamation déposée par Fiszbin secrétaire de la fédération de Paris du PCF contre André Druésne candidat de l'UOPDP dans le XIX<sup>e</sup> arrondissement.

Malgré les témoignages de la défense, l'avocat du PCF nie que Fiszbin ait participé à l'agression contre le meeting anti-impérialiste le 5 mai 1976 et même que le PCF ait eu quelque chose à voir dans l'interruption du meeting par un millier de personnes. Pour cela, sans rire, il fait témoigner un professeur d'allemand responsable fédéral du PCF qui se souvient avoir invité Fiszbin et sa femme à dîner ce jour là pour son anniversaire !

Autre argument, pas plus convaincant que le premier, l'avocat brandit une coupure du *Monde* daté du surlendemain qui affirme en substance : «Les maoïstes accusent le PCF d'avoir envahi un de leur meeting etc... par ailleurs un communiqué d'Occident revendique l'intervention». L'avocate de la Défense devait faire voler en éclats cette argumentation en montrant à son tour un communiqué du PCF paru dans *L'Humanité* le lendemain et affirmant qu'un millier de Parisiens avaient spontanément interrompu un meeting maoïste. Voilà un aveu de taille qui montre que le PCF, de toute évidence, avait bel et bien organisé l'agression contre ce meeting de soutien au peuple vietnamien. Enfin, l'avocate devait avouer ne pas comprendre pourquoi le PCF et Fiszbin ont attendu la veille du premier tour pour attaquer en justice ceux qui les accusent de cette action. Ces faits n'ont ils pas été rapportés à de multiples reprises dans journaux et brochures ? Si André Druésne devait être condamné, ce serait un déni de justice !

## Meeting UOPDP à Nantes

# SOUS LE SIGNE DE LA LUTTE

«Nous n'avons pas l'intention de faire un meeting électoral de plus. Nous voulons parler des luttes d'aujourd'hui et de demain, discuter de la situation politique qui nous attend.» D'entrée, le ton était donné au meeting que le comité nantais de l'UOPDP organisait vendredi 3 mars dans le quartier de Rezé. Cent-cinquante personnes étaient venues. Des militants de l'UOPDP, bien sûr, mais aussi des syndicalistes curieux de voir à quoi «ressemble» cette organisation qui parle de luttes, de socialisme, qui crie bien haut sa défiance vis-à-vis des partis de gauche, et dont ils avaient entendu dire que ce n'était qu'un regroupement de militants maoïstes. La réunion, par la diversité et la richesse de ses interventions, leur a donné un bon début de réponse.

Jean Yves Dio ouvrait le meeting. Ouvrier licencié de Laving Glaces, où il avait joué un rôle important lors de la grève victorieuse de décembre, il avait adhéré à l'Union à la suite de cette lutte. Il décrit la grève, dont le retentissement fut grand dans la région nantaise, après l'échec de celle de Dubigeon, le rôle des femmes, l'unité avec les paysans venus vendre leur production à prix coûtant, l'apprentissage de la démocratie ouvrière, la démarcation entre amis et ennemis : «Nous avons vu à l'œuvre les partis de gauche : le PCF recouvrait nos affiches, envoyait les dockers contre le piquet de grève, le PS, dans la direction de la CFDT, critiquait nos formes d'organisation, dénonçait le comité de soutien auquel nous participions. Malgré eux,

nous avons gagné sur l'objectif de la lutte : la réintégration du délégué licencié. Mais nous avons gagné autre chose : relever la tête, ne plus accepter de se faire traiter comme des chiens. Quels que soient ceux qui gagnent les élections, il faut que les ouvriers s'organisent de façon autonome des partis de droite et de gauche».

Un agriculteur, de Paysans Travailleurs, lui succédait. Dans une salle composée principalement de citadins, son intervention consacrée à la lutte des petits et moyens paysans contre la firme agro-alimentaire Wessafic fut très écoutée. «Avec le Comité de liaison des éleveurs intégrés, nous avons constitué une force. La Wessafic réclamait un milliard à 250 éleveurs, qu'elle avait exploités par tous les moyens. Le président du

tribunal de commerce était en même temps administrateur de la Wessafic ! Et pourtant, on a gagné. Mais, après le 19, la Wessafic ne sera pas morte. Alors il faudra bien la finir. Je peux vous dire qu'on continuera à lutter. Il ne s'agissait déjà plus des élections, mais bien de ce qui se passera après. L'intervention d'un handicapé dépassait, elle aussi, le cadre des élections : «Nous ne voulons pas être les mendiants de cette société. Nous voulons vivre et travailler au pays !».

«Je ne vais pas vous décrire l'exploitation et l'oppression des femmes dans cette société» Danielle Cruze, militante du comité de l'UOPDP, connue pour sa participation active aux luttes des femmes à Nantes, devait pourtant le faire d'une façon particulièrement convaincante : en parlant des luttes des femmes. Celles des épouses des ouvriers de Tréfimétaux, qui avaient participé à la lutte en occupant les bureaux de la direction. Celle aussi des ouvrières de Laving Glaces «les femmes participaient à la direction de la grève. Les femmes ne sont pas des sous consciencées, des sous syndicalisées. Pour peu qu'on leur reconnaisse le droit à la lutte, elles y prennent toute leur part. Les conditions sociales et culturelles de

cette société tendent à nous faire consacrer le meilleur de notre énergie à la maternité. Nous voulons pouvoir être femme et mère, ce que nous refusons cette société». Après avoir rappelé quelles ont été les pratiques des partis de gauche vis-à-vis du mouvement des femmes, Danielle concluait : «Pas de socialisme sans libération des femmes, pas de libération totale des femmes sans socialisme».

Marie Nicole, militante du comité de défense du Pellerin et de Cheix en Retz, où l'EDF projette de construire une centrale nucléaire, était venue avec un montage vidéo très vivant fait au moment de la mascarade d'enquête d'utilité publique, en juillet dernier. Les paysans s'y étaient durement affrontés aux CRS venus «protéger» les registres d'enquête. «Nous avons décidé de présenter un candidat, parce que nous n'avons pas confiance en la gauche. Les nouvelles mains du PS ont accepté l'enquête contre la lutte des paysans. Une délégation du Congrès du PS est même venue signer un registre». L'UOPDP apporte son soutien à cette candidature.

Michel Kervarec et Dominique Jaunas, tous deux candidats de l'UOPDP exposaient alors la ligne d'ensemble de l'Union. Les élections ne sont qu'un épisode sur lequel il ne faut pas se faire d'illusions comme le montraient enfin sur les planches de la scène la troupe de théâtre Jean Rigolet.

«Votre meeting m'a fait remonter de vieux souvenirs, de très vieux souvenirs du temps où mon ancien parti tenait un langage de lutte. Il ne faut pas se faire avoir une nouvelle fois», disait à la sortie un ouvrier de 55 ans, délégué CGT de l'entreprise à laquelle Poperen, dirigeant du PCF, est sol-disant membre.



## Martigues - Port de Bouc

### «UNE ECOLE POUR NOS ENFANTS»

Le texte dont nous donnons de courts extraits a été réalisé par la commission École du comité de Martigues-Port de Bouc à partir de discussions avec des femmes de quartiers populaires.

Il a été diffusé de la main à la main et une douzaine de femmes ont déjà participé à des réunions où nous en avons discuté. Avec ces femmes, la commission met sur pied des premières revendications qui découlent de cette vision de l'école et recueille des témoignages d'adolescents qui disent comment ils voient «leur» école et ce qu'ils voudraient.

L'école d'aujourd'hui, c'est l'école de ceux qui nous dominent ! Voilà pourquoi nos gosses s'en foutent de l'école et même on envie qu'elle s'écroule ! Avant nos gosses on les appelait tout simplement des cancrenes. Maintenant on est plus délicat pour être plus convaincant : ils sont caractériels, dislexiques, bref des malades ! «Eh oui,

vous comprenez madame, quand on voit la famille, alors l'école n'y peut vraiment rien.»

Assise à ma table, je me redis, non, on ne leur parle pas d'eux et on leur parle autrement que chez eux. Ce n'est pas leur affaire, ce n'est pas notre affaire. S'ils doivent y aller, c'est pour apprendre qu'étant des minables aujourd'hui,

ils seront des ouvriers ou des chômeurs demain. C'est pour les convaincre que c'est normal qu'au bout du compte 8 enfants sur 10 doivent travailler de leurs mains pour engraisser les 2 autres. C'est pour les persuader qu'ils ne savent rien et qu'ils devront donc accepter d'obéir à ceux qui savent, soi-disant parce que c'est normal, parce que c'est l'ordre des choses, NON, parce que c'est l'ordre bourgeois !

#### ALORS, QUE FAIRE ?

Chaque jour qui passe me convainc un peu plus que le choix n'est pas entre se soumettre à l'école actuelle ou s'en remettre à ceux qui nous proposent de gérer un peu mieux cette même école.

Ce n'est pas possible de penser : «Une autre école ce serait formidable» et puis d'en rester là. Nous voyons bien que cette autre école ne sera vraiment différente que si c'est nous qui la dirigeons. Alors, si aujourd'hui on ne peut pas diriger l'école, on peut quand même diriger nos luttes dans ce domaine comme dans les autres. (...)

C'est dans le débat avec les familles populaires et les jeunes aussi, que nous verrons ensemble les questions les plus urgentes.

Texte proposé par  
la commission «école»  
du Comité locale  
de Martigues  
de l'UOPDP

## L'après mars 1978

## LES PATRONS PANIQUENT SEC...

La bourgeoisie au pouvoir a l'air particulièrement inquiète de l'après-mars 1978 et prend un certain nombre de mesures pour parer à d'éventuels conflits sociaux très graves. Ainsi, du côté du ministère de la Défense nationale, un état-major de crise vient d'être mis sur pied dans l'éventualité de troubles graves. Le patronat, pour sa part, ne veut pas être pris au dépourvu si jamais une crise éclatait.

« Le Canard enchaîné » indique que des sociétés ont décidé d'installer rue Perline, leur haute direction dans un immeuble « stratégique » très discret protégé militairement par une société réputée de gardiennage.

## DÉTRUIRE LES PAPIERS COMPROMETTANTS

Le CNPF a aussi tout prévu si l'on peut dire. Son secrétaire général Leroy-Jay a adressé il y a trois semaines une note aux chefs

de service du CNPF pour leur demander de détruire avant le 12 mars, tous les procès verbaux de réunions importantes, c'est-à-dire celles du conseil exécutif du CNPF, celles des vices-présidents et celles des services politiques du CNPF : le « service des études législatives » et de l'information. Les patrons de la métallurgie participent à des stages et étudient des documents spéciaux afin d'être prêts aux difficultés post-électorales.

L'opération est organisée par le GIM (Groupement des industries métallurgiques) qui appartient à l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) l'ex-comité des Forges. Une équipe du GIM vient de publier pour les patrons un « dossier d'alerte et de protection » où sont indiquées les mesures que les patrons doivent prendre « suivant le degré de menace, d'urgence, de probabilité ».

## DES LOCAUX TENUS SECRETS

Parmi ces mesures, en voici quelques unes : assurer la protection des « fidèles » dans le personnel qui au

préalable, doit faire l'objet d'une sélection entre bons (fidèles) et mauvais. Il est prévu des « patrouilles extérieures » (auto-radio), l'entraide mutuelle entre usines voisines afin de se porter secours en cas de luttes des ouvriers. Des locaux de remplacement tenus secrets doivent être prévus dans des hôtels, dans des chambres louées, etc. De même que les liaisons avec l'UIMM et le ministère de l'Intérieur. Des degrés d'urgence doivent permettre aussi une réponse conforme à la situation et à sa gravité. En cas de séquestration de dirigeants d'entreprises, leur remplacement doit être prévu.

Des lignes téléphoniques de remplacement doivent être montées, etc.

Ainsi donc le patronat est en plein dans la lutte de classe bien qu'il fasse tout pour nous faire gober qu'elle n'existe pas. Il est vrai que 61 % des patrons croient à une grève générale si la droite reste au pouvoir. Toutes ces mesures de protection vont de pair avec la préparation à la répression contre le peuple dont ils craignent la montée des luttes.

## VOTEZ UOPDP

(Suite de la page une)

La voie de l'UOPDP, c'est celle que, bien au-delà de la bataille politique en cours, nous sommes des centaines de milliers à suivre, à chercher parfois à tâtons, celle de l'unité de tous les exploités contre les profiteurs, celle de la démocratie prolétarienne, celle de la préparation à la révolution socialiste, de la défense de la paix contre les dangers qui la menacent.

Son programme ne s'arrête pas aux urnes, c'est celui de toutes les luttes que mènent les travailleurs de notre pays, qu'il faut unir, coordonner, faire converger. Cette stratégie de lutte est celle qui renoue avec les traditions révolutionnaires de notre peuple, une stratégie porteuse de luttes et de victoires, d'espoir et d'avenir.

Un espoir qui est conforté par les progrès de l'unification du Parti communiste

## Report du procès de K. Croissant

Le procès de Klaus Croissant, l'avocat allemand expulsé de France à la fin de l'année dernière, s'est ouvert à Stuttgart en l'absence de ses six avocats. Ceux-ci refusaient collectivement de se soumettre à la fouille minutieuse ordonnée par le président du tribunal faisant valoir que de telles mesures tendaient d'emblée à présenter leur client comme un dangereux extrémiste.

En conséquence, le procès a été repoussé au 14 mars.

A l'issue de l'audience, le public, encadré par des policiers à cheval et filmé par les services de police, a applaudi les déclarations des avocats de Me Croissant.

Paris 19<sup>e</sup>

## De fructueuses discussions avec des militants du PCF

« On est tous des travailleurs. On peut s'entendre et faire l'unité » ! C'est ce que nous a dit un vieux militant syndicaliste après une longue discussion à l'entrée du meeting du PCF, jeudi soir dans le 19<sup>e</sup>.

Le comité de l'UOPDP venait de diffuser un tract ripostant politiquement à la citation en procès du député Fiszbín à notre camarade André Druésne.

De nombreux groupes de discussion se sont formés spontanément malgré la tentative du service d'ordre de nous refouler et de nous faire passer pour des provocateurs.

Dans ces discussions, deux points reviennent constamment : pour beaucoup, le Programme commun, ce n'est pas le socialisme. Mais comment y arriver ? Comment faire pour que les travailleurs aient vraiment le pouvoir ?

Bien sûr, chacun repart avec ses idées et la seule discussion ne suffit pas pour convaincre. Mais la volonté de dialoguer est réelle et permet de constater un certain nombre

de contradictions entre les militants de base et leurs dirigeants, notamment, comme nous l'a expliqué un ouvrier, avec les intellectuels. Les points de vue divergent aussi des thèses officielles sur la démocratie, tant à l'intérieur du parti que du syndicat.

Les jeunes diffuseurs d'« Avant-Garde » présents ne connaissent pas l'histoire du PCF, déformée par leurs dirigeants.

La discussion engagée allait bon train. Ce n'était pas du goût des responsables du PCF qui dévelop-

pèrent leur argumentation bien connue « Ne discutez pas avec eux ! Vous perdez votre temps ! Ce sont des traîtres », etc.

Leurs arguments tombant à plat, c'est leur service d'ordre qui dut intervenir pour commencer de briser les bases d'unité qui commençaient à se créer. Mais c'est l'inverse qui s'est produit et l'un des membres de leur service d'ordre, en profond désaccord avec ces méthodes, nous a promis qu'il viendrait continuer la discussion à notre prochain meeting.

## Meeting de soutien aux candidats de l'UOPDP

Le meeting de soutien aux candidats de l'UOPDP du 19<sup>e</sup> arrondissement (André Druésne pour la 28<sup>e</sup> et Pierre Bauby pour la 29<sup>e</sup> circonscription) se tiendra comme prévu :

Le VENDREDI 10 MARS à 20 h 30  
119, AVENUE SIMON BOLIVAR, 19<sup>e</sup>  
MÉTRO BOLIVAR

Avec la participation de Max Cluzot et de Jacques Jurquet

## ● Lille

## Toujours classe contre classe !

Lille, samedi 4 mars, vers 15 h 30. C'est le début du meeting de Georges Marchais à la foire commerciale. Nous y allons, une camarade et moi, pour distribuer l'appel de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne, avec d'autres camarades du Comité d'initiative local.

Sur le chemin, on rencontre un vieux travailleur qui nous demande la route vers la foire commerciale. On y va aussi, alors on l'accompagne.

On lui demande s'il va voir Marchais.

— Ben oui, je suis communiste depuis 52 ans, alors je vais encore parfois dans les grands meetings.

— Mais le PCF, il a quand même bien changé depuis 50 ans ?

— Ah, ça oui, en ce temps-là, c'était « Classe contre classe » !

— Mais la révolution, c'est encore possible, non ?

— La révolution, bien sûr ! Et même que moi, à 82 ans, je la verrai !

— Le PCF, pourtant, il n'est plus pour la révolution, il l'a trahie, et puis il s'allie avec les socialistes de Mitterrand !

— Ah, les socialistes, eux c'est tous des salauds et jamais je voterai pour eux. Mais les jeunes, au PC, ils comprennent pas ça, ils savent même plus chanter l'Internationale !

Malheureusement, on a dû le quitter, mais on lui a demandé si on pouvait prendre son adresse :

— Ouais, bien sûr. Mais attention, chez moi, il y a encore la faucille et le marteau, et la photo de Lénine et de Staline !

— Ça, ça nous gêne pas, au contraire. Allez à bientôt !

## Pour les résultats des élections

Afin que notre journal puisse rendre compte dans les plus brefs délais des résultats obtenus par les candidats de l'UOPDP, nous demandons aux comités locaux, aux représentants de l'UOPDP présents dans le bureau de vote où seront centralisés les résultats de la circonscription, de téléphoner, au plus vite, dimanche soir au 607 23 75 (et uniquement à ce numéro) les renseignements suivants :

- 1) Numéro de la circonscription et département.
- 2) Nombre d'inscrits
- 3) Nombre de votants
- 4) Score du candidat UOPDP
- 5) Score des candidatures écologistes, Choisir, régionalistes ?
- 6) Score de l'« extrême-gauche » (préciser LO, LCR, PSU, etc.).
- 7) Score des partis de droite
- 8) Score des partis de gauche.

Nous demandons aux correspondants de ne téléphoner que ces renseignements et le plus brièvement possible.

Pour alléger les communications téléphoniques, nous demandons à nos correspondants parisiens de ne pas téléphoner les résultats mais de les apporter au 3, rue Jean Robert.

Ils seront affichés au fur et à mesure sur des panneaux.

## A NOS LECTEURS

Le numéro de notre édition quotidienne datée du 17 mars 1978 sera un numéro spécial qui donnera notre point de vue sur les résultats du premier tour, notre attitude par rapport au second tour, et publiera de larges extraits des discours prononcés par Jacques Jurquet et Max Cluzot lors du meeting du 14 mars à la Mutualité à Paris.

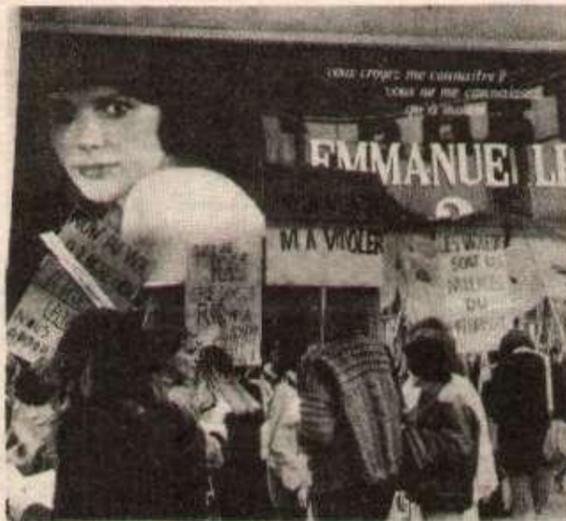
Il sera diffusé aux abonnés du bimensuel au même nombre d'exemplaires que celui-ci. La prochaine édition du bimensuel No 28 sera datée du 23 mars.

## AFFICHES

Les affiches d'appel au meeting du mardi 14 mars à la Mutualité, à Paris, seront disponibles au local des expéditions samedi. Une permanence sera assurée le samedi de 10 h à 17 h.



## Juste colère



Après l'attaque de cinémas projetant « Emmanuelle II » et « La rabatteuse » au cours de la manifestation des femmes, le 4 mars, il semblerait que les marchands de pornographie ne soient qu'au tout début de sérieuses difficultés.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, un sex-shop, un théâtre et un cinéma programmant des spectacles analogues ont été mis à sac par un groupe de femmes.

Il est juste de combattre résolument ceux qui dégradent et avilissent la femme et spéculent sur la misère sexuelle.

## ● Paris. THP en grève Le standard répond «occupé» !

Depuis le 2 février, la moitié des quatre-vingt-dix standardistes de la société THP (Télé, hôtesse, prestations) sont en grève et occupent le siège social. Elles revendiquent une augmentation de 12 % (comportant un rattrapage de l'année 1977), l'indexation sur l'indice CGT, le maintien et la garantie de l'emploi pour toutes et le paiement des jours de grève.

THP est une société de service qui assure le fonctionnement d'une vingtaine de standards téléphoniques de certaines tours de bureau à la Défense ou ailleurs. Elle appartient avec d'autres entreprises de service à une société holding, mais il n'y a ni comité d'entreprise, ni conventions collectives. Les quatre-vingt-dix standardistes, mères de famille seules, étudiantes salariées travaillent par vacation de cinq heures en continu avec en moyenne un appel toutes les 10 secondes,

souvent en sous-sol, tout ça pour un salaire de 1 490 F par mois. Cinq heures de standard équivalent à huit heures de travail et sont donc normalement rétribuées sur cette base. Certaines d'entre elles sont employées comme vacataire avec promesse d'embauche, dans ce cas le salaire est de 12 F de l'heure conges payés compris !

Pour engager la lutte, les standardistes et leur section CGT ont dû surmonter de nombreux obstacles, en particulier du

fait de la dispersion des lieux de travail. Pour cela, elles ont choisi une déléguée par standard assurant la coordination nécessaire au déclenchement de la grève. Chaque jour, elles se réunissent en assemblée générale pour reconduire la grève et décider des actions : occupations de certains standards (la direction embauche des vacataires pour remplacer les grévistes), délégation au ministère, popularisation et collectes dans les entreprises et aux sorties du métro. Jusqu'à présent, la direction ne veut rien savoir, elle paye un vigile pour surveiller les grévistes toutes les nuits mais refuse de négocier.

Malgré tout, après cinq semaines de grève, les télé-hôtesse sont bien déterminées à gagner, mardi 14 mars elles organisent

un gala de soutien. Faites connaître leur lutte, apportez-lui votre soutien !

Gala de soutien aux grévistes de THP  
mardi 14 mars - 20 h  
Bourse du Travail  
Rue Charlot

THP 15, rue F. Fabre  
Paris 15e

✦ Les conditions de travail des standardistes et téléphonistes sont extrêmement pénibles. Les opérations sont répétées à une cadence telle que celles qui les exécutent sont constamment « sur les nerfs ». Toutes sortes de troubles affectent leur santé. Les maladies nerveuses et les dépressions atteignent, dans cette profession, le taux le plus élevé.

## ● Tannerie Arnal (Rodez)

### «Faut y être pour y croire...»

Voici le témoignage, écrit par un ouvrier de chez Arnal sur les conditions de travail absolument scandaleuses qui règnent dans cette entreprise :

La tannerie Arnal à Rodez (dans l'Aveyron) emploie une soixantaine d'ouvriers (dont une quinzaine de femmes).

#### DES SALAIRES DE MISERE

A une certaine époque, paraît-il, les salaires y étaient parmi les plus élevés de la région, les temps ont bien changé depuis : à part les chefs, pratiquement tous les ouvriers ont la même qualification : manœuvre. C'est dire que les salaires les plus élevés parmi les ouvriers ne dépassaient guère 2 000 F par mois ! Pas de primes d'ancienneté, et on ne tient absolument pas compte de notre qualification.

#### SE TAIRE NE JAMAIS S'ASSEOIR

Aucune formation non plus, ce qui permet de maintenir les salaires à un niveau très bas. C'est par nous-mêmes qu'il faut apprendre le travail : lorsque j'ai été embauché, la seule chose qu'on m'ait dite, c'est qu'il fallait toujours travailler, même lorsqu'il n'y avait rien à faire ; ne jamais s'asseoir, et ne pas discuter avec les collègues. Je ne savais même pas à quoi servait la machine sur laquelle je me trouvais ! J'ai appris par la suite que j'étais à la pigmentation : c'est là

que l'on finit les cuirs : pigments (colorants), imperméabilisants, etc.

#### DEUX SECONDES POUR UNE BOUFFÉE D'AIR PUR

Tous les produits utilisés sont dangereux, leurs vapeurs sont extrêmement toxiques, et comme sur les machines, l'aspiration est tout à fait insuffisante, on les respire à longueur de journée. C'est un véritable soulagement lorsque l'on peut aller deux secondes dehors pour avaler (et le mot n'est pas encore assez fort...) une bouffée d'air pur.

Un jour, on a passé du formol sur des peaux, tout le monde a dû sortir de l'atelier car l'atmosphère était irrespirable... Le lendemain, certains ouvriers avaient encore des maux de tête.

La santé des travailleurs n'a aucune importance. Il y a bien une visite médicale obligatoire tous les ans : on constate que vous avez le sang anémié, et c'est tout. Parfois, on vous conseille de chercher du travail ailleurs, mais jamais, on n'a imposé au patron de faire les modifications nécessaires pour que nous puissions travailler dans des conditions acceptables.

On ne se soucie pas davantage non plus de l'environnement extérieur. Le gout de l'usine va se

déverser directement dans la rivière (qui s'appelle l'Aveyron), sans aucun traitement : pigments, peintures, diluants, etc.

#### BRULÉ AU DEUXIEME DEGRÉ

Pour ce qui est de la sécurité, elle est pratiquement inexistante, aussi les accidents sont très nombreux : il y a 15 jours, un tonneau a explosé, deux ouvriers ont été très gravement blessés. L'un a eu les deux jambes écrasées, l'autre est brûlé au deuxième degré sur tout le corps.

Cette semaine, un autre s'est brûlé tout le visage à la suite de l'éclatement d'une tuyauterie de vapeur d'eau : cette vapeur, à 110 degrés, circule dans des tuyaux en caoutchouc souple ce qui est interdit.

Il y a quelques années, il y a eu un mort. A la suite des accidents, les plus graves, la gendarmerie a fait un rapport... qui restera au fond d'un tiroir.

#### ET SI ÇA EXPLOSAIT ?

Tous les produits (plusieurs centaines de bidons de 80 ou 100 litres) sont stockés dans l'usine, à côté des machines. Aucune séparation, lorsqu'on sait que beaucoup de ces produits sont explosifs, cela

SAINT-DENIS  
SAMEDI 11 MARS 14 H  
Journée Portes ouvertes  
au foyer de l'Yser

fait peur. Il est interdit de fumer, mais l'atelier étant à côté des produits, il n'est pas rare de voir le chalumeau travailler tout près des bidons...

#### LA DIVISION

Quant au travail lui-même, il est des plus abrutissants. Il pourrait être intéressant si l'on recevait une autre formation et si l'on nous confiait quelques responsabilités, mais non : l'ouvrier est considéré comme un bon à rien, et on a toujours le chef sur son dos pour gueuler. Pour les filles, c'est encore pire, les chefs se croient tout permis, jusqu'à leur proposer de coucher avec eux pour avoir une augmentation !!

Malheureusement, il n'y a pas le mouvement de solidarité entre les ouvriers. Tout est fait pour nous diviser. Exemple : une prime de fin d'année est attribuée sans justification et de façon tout à fait arbitraire...

Arnal, faut y être pour le croire !

## Barre ne paye pas COMMUNIQUE

La colère gronde parmi les stagiaires en formation et en entreprise, plus communément surnommés les stagiaires « Barre ». Voici un communiqué de ces derniers.

Vendredi 4 mars à 19 h 30, s'est tenue à Jussieu une réunion d'une quarantaine de stagiaires « Barre » représentant une quinzaine de stages se déroulant à Paris.

Il s'agit de stages faisant suite à la loi du 5 juillet 1977 pour la formation des jeunes sans emploi de 18 à 25 ans et rémunérés à 90 % du SMIC.

Très vite, il apparut bon nombre de problèmes communs à l'ensemble de ces stages dont un prédominant et urgent, celui de la rémunération.

En effet, un stagiaire qui débute un stage, souvent chômeur auparavant, n'est toujours pas payé au bout de deux mois et quelquefois plus. A cela s'ajoute la certitude pour certains que leur formation ne sera pas reconnue sur le marché du travail, les examens à la fin du stage n'étant pas reconnus par l'Éducation nationale. D'autre part, les stagiaires en entreprise représentent une main-d'œuvre gratuite (les patrons ne payent ni salaire, ni charges sociales).

Des démarches ont été entreprises auprès du ministère du Travail et de la Direction départementale de la main-d'œuvre qui se sont montrés compréhensifs mais incompétents.

Les stagiaires sont sans ressource. Les quittances attendent, et les loyers non-payés sont une source d'expulsion.

Nous sommes des milliers de chômeurs en moins dans les statistiques de Barre.

Nous appelons les stagiaires « Barre » à se réunir à une assemblée générale à 19 h 30 le lundi 13 mars à la Bourse du Travail, rue du Château d'eau, salle Jean Jaurès.

Stagiaires en formation  
et en entreprise.

## ● Corbeil-Essones

### Grève à Face-Babittless

Les quatre-vingts ouvriers de la fonderie Face-Babittless occupent depuis mardi leur usine.

Ils refusent dix licenciements annoncés par le patron, une réduction d'horaire avec perte de salaires (et 43 h et demi à 40 h,

la perte est très sensible). Ils veulent le respect d'un record prévoyant l'augmentation du salaire suivant l'indice INSEE plus 1,5 % : depuis deux ans, le patron n'applique que l'INSEE.

Les portes de l'usine sont bloquées par le piquet

de grève (il y a des commandes en attente de livraison). 45 % des travailleurs sont syndiqués dans leur section CGT. Quatre-vingts sont allés ce jeudi au siège à Paris pour discuter avec la direction.

Correspondant HR